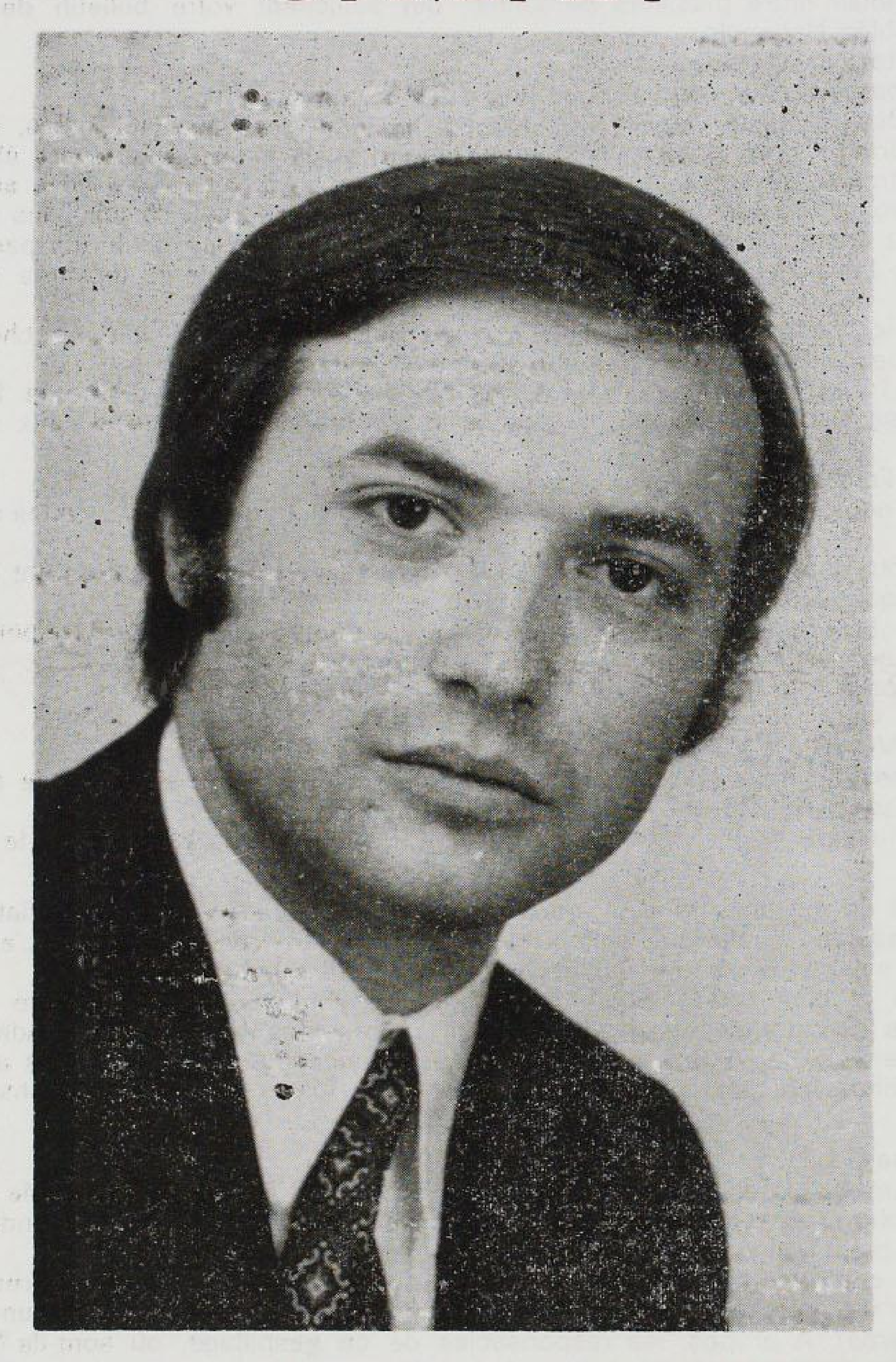
UNION POUR LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE DE SOUTIEN AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

1e Circonscription du Tarn

U. M. P.



Maître Alain BOUSQUET

avocat
26 ans
Diplômé de l'Institut d'Etudes Judiciaires

SUPPLÉANT

Guy MASSIN

attaché commercial, 35 ans

Majorité Présidentielle de Soutien au Président POMPIDOU

Chère Madame, Cher Monsieur,

Je ne vous apprendrai pas que voter est un acte important.
Votre avenir, notre avenir, celui de nos enfants en dépendent.
C'est pourquoi je vous demande d'être très attentif.
Vous avez à choisir entre plusieurs personne qui sollicitent votre bulletin de vote pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.
Ils nous promettent pour cela :
— les uns, le paradis pour demain dans une Société collectiviste,
— les autres, des réformes, des loisirs, gagner davantage en travaillant moins, etc.
Les députés sortants, eux, s'aperçoivent, maintenant, qu'ils n'ont pas toujours été à la hauteur de leur mission et nous promettent que cela va changer à l'approche du choix qui vous sera proposé.
Mais rappelez-vous... toutes ces promesses, on les entend depuis 25 ans ; les uns et les autres **ont tous,** à un moment donné, partagé le pouvoir qu'ils ont mis au service d'intérêts particuliers ou partisans, au détriment de l'intérêt public, c'est-à-dire, au détriment de l'intérêt de tous les individus qui composent la Nation.
Cette bataille électorale est une bataille de clans qui ne cherchent qu'une chose... le Pouvoir, avec les avantages que cela comporte, pour eux-mêmes et leurs partis...
SURTOUT, NE TOMBEZ PAS DANS LES PIEGES élaborés par les différents Etats-Majors politiques, qui, de toute façon, ont déjà prévu, au second tour, des alliances avec ceux qu'ils combattent aujourd'hui.
Et Nous, dans l'affaire, que faisons-nous ?
Rassurez-vous, nous n'allons pas vous faire de promesses... ou plutôt, si... celles que nous pouvons tenir...
Nous, ce qui nous intéresse, ce ne sont pas les conflits idéologiques qui datent du siècle dernier, mais ce qui se passe quotidiennement, concrètement.
Savez-vous que l'an 2000, c'est dans 27 ans... c'est dire que vos enfants ou petits-enfants seront en pleine force de l'âge... mais il faut préparer cette échéance.
L'avenir se prépare tous les jours, et C'EST VOUS qui en déciderez.
Alors ce que je vous propose est simple :
— Je serai, SI VOUS LE VOULEZ, votre représentant au Parlement ;
— Je vous adresserai, tous les six mois, un compte rendu de mes activités, de mes interventions, dans le cadre des responsabilités que vous m'aurez confiées.
Mes amis et moi-même ferons ce qu'il est possible de faire, dans le cadre de la loi, pour que :

Dans l'immédiat

— Soit instauré un système de sauvegarde du pouvoir d'achat en période d'inflation par un réajustement uniforme des salaires quelle que soit la catégorie du salarié, et non, comme c'est le cas actuellement, en fonction du salaire perçu ; ce qui accentue l'écart entre les salaires ;
— Soit modifié le décret de 1967 instituant la participation et soit instauré l'actionnariat qui permettra aux salariés des grandes entreprises d'être représentés au Conseil d'Administration et de profiter de l'enrichissement de l'entreprise, privilège actuellement réservé aux seuls actionnaires ;
— Soient simplifiés les circuits de distribution afin de mieux défendre les consommateurs et les petits détaillants.

Dans un second temps

— Alléger et humaniser les structures de l'Administration. Il faut, en effet, que la Fonction Publique soit **au service** du public et **non pas le public au service de l'Administration** qui a tendance à être paperassière et tatillonne, par dilution de responsabilité ;
— Réduire et **contrôler** par une commission permanente de parlementaires, des dépenses publiques — qui ne se rappelle des abattoirs de la Villette qui nous ont coûté, à **chacun d'entre nous,** pas mal d'argent (10 milliards). A propos, les responsables de ce gaspillage, où sont-ils ? Certains d'entre eux ont même l'audace de se représenter devant vous !
— Enfin, agir et faire agir, pour que la construction de l'Europe devienne une réalité.
Il serait inconcevable que l'an 2000, **très bientôt,** soit encore le témoin des contradictions qui divisent les hommes du passé qui sollicitent nos suffrages.
Nous pensons que les institutions de la Ve République sont suffisamment structurées pour mener à bien cette échéance.
Nous faisons confiance au Président de la République pour veiller à la moralité publique déjà compromise et renouveler les hommes qui, à travers le mandat que VOUS LEUR AVEZ CONFIE, n'ont vu qu'un moyen de s'enrichir et de corrompre l'Etat.
SACHEZ QUE L'AVENIR VOUS APPARTIENT.
IL SERA CE QUE VOUS EN FEREZ. *Vu le Candidat*

Si vous désirez recevoir notre Journal sans engagement de votre part, renvoyez cette profession de Foi à l'ARIL, 12, rue Monge, Paris 5e en y portant vos noms et Adresse